

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires
THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT
DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Acquisition Branch, STAMS, ITSPD / Direction
générale des acquisitions, SGAST, DASIT
Computer Hardware Division
Div. de l'équipement informatique
Place du Portage, Phase III, 4C2
11 Laurier Street/11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet HIGH SPEED STREAMING DATA RECORDER	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7714-156005/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W7714-156005	Date 2015-01-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EJ-462-28284	
File No. - N° de dossier 462ej.W7714-156005	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-01-30	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Morin, Sylvie	Buyer Id - Id de l'acheteur 462ej
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1377 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1156
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS - MODIFICATION 001

Question 1

En ce qui concerne la section suivante :

1. L'entrepreneur/l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) valide, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Question : Est-ce que le certificat du Programme des marchandises contrôlées se qualifie comme une attestation de VOD?

Réponse 1

Non, une attestation de VOD est une exigence relative à la sécurité. Pour obtenir plus d'information, consulter le site Internet de la DSIC à l'adresse suivante :

<Http://iss-ssi.pwgsc-tpsgc.gc.ca/ssi-iss-services/eso-oss-fra.html>.

Question 2

Veuillez noter que la tâche 5.2.2., installation de l'équipement, test d'acceptation et formation de l'opérateur, peut être effectuée à l'extérieur des locaux de RDDC Ottawa (à l'installation du fournisseur à Ottawa). Nous n'avons pas besoin d'une attestation de VOD pour obtenir des attestations de sécurité pour le personnel comme mentionné dans la DP. De plus, aucun renseignement et aucune donnée de RDDC Ottawa ne sont requis pendant la formation. Les produits sont commerciaux et standards.

Nous aimerions demander à Travaux publics de supprimer l'exigence proposée relative à la sécurité (clause 7.3, détenir une attestation de vérification d'organisation désignée), puisque notre personnel n'a pas à être présent à RDDC Ottawa pour le volet formation. Nous serons en mesure de livrer ce produit (5.2.2, à l'extérieur de RDDC Ottawa).

Réponse 2

Non, l'article 7.3, Exigence relative à la sécurité demeure inchangée.